

Rapport d'activités



2025

SOMMAIRE

01

Rapport moral de l'année 2025

02

L'Institut international des droits
de l'Homme et de la paix

03

Notre impact en 2025

04

Les partenaires

05

Les actions en 2025

06

Communication

07

Budget

08

Perspectives 2026





01

RAPPORT MORAL DE L'ANNÉE 2025

“

“When women and girls can rise, we all thrive.”

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, 5 mars 2025

L'année 2025 marque un moment charnière de notre histoire contemporaine, fait de fractures et de recompositions profondes. Les équilibres internationaux, les modèles démocratiques et les fondements de la paix sont fortement interrogés. Dans ce contexte, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix poursuit sa transformation et affirme sa vocation : construire une paix durable fondée sur le droit, l'expertise et la connaissance.

2025, une année monde, une année des femmes

Trente ans après Pékin+30 et vingt-cinq ans après la résolution 1325, les femmes restent largement exclues des espaces de décision liés à la sécurité, à la gouvernance et aux conflits.

Cette exclusion fragilise la paix durable, qui ne peut être réduite à l'absence de guerre mais constitue une construction sociale, politique et économique reposant sur l'égalité et l'inclusion.

Dans ce cadre, l'Institut agit aux côtés de l'UNESCO, de la France et du Comité CEDAW pour promouvoir le leadership des femmes comme condition structurelle de la paix. Cet engagement s'inscrit dans une dynamique internationale visant à développer des outils d'évaluation et d'accompagnement des États, fondés sur des indicateurs clairs et l'intelligence artificielle, au service de l'égalité dans les processus de décision.

Une stratégie consolidée

L'année 2025 confirme la structuration de l'Institut autour de trois piliers : Diffusion – Formation – Expertise. Cette structuration n'est plus seulement programmatique ; elle devient opérationnelle, lisible et reconnue.

L'Institut renforce ainsi son rôle d'acteur de référence articulant production de savoirs, transmission des compétences et accompagnement des acteurs publics et privés, dans un monde en recomposition rapide.

Former et transformer

L'année 2025 constitue une avancée majeure dans le développement du pôle formation, avec l'obtention de la certification Qualiopi. Cette reconnaissance officielle vient consacrer la qualité des processus pédagogiques de l'Institut et renforce sa légitimité en tant qu'acteur de la formation professionnelle.

Cette évolution permet d'élargir les publics et d'amplifier l'impact des formations auprès des acteurs institutionnels, internationaux, économiques et de la société civile.

La formation est ainsi affirmée comme un levier de transformation sociale : elle outille, autonomise et favorise l'émergence de leaderships capables d'agir dans des environnements complexes.

Renforcer l'expertise internationale

En 2025, l'Institut a franchi une étape décisive dans le développement de son activité d'expertise, en particulier à l'échelle internationale.

Le partenariat avec l'UNESCO s'est intensifié autour d'initiatives structurantes, notamment avec le soutien et le lancement du groupe international d'experts dédié au leadership des femmes dans les domaines de la paix et de la sécurité, un véritable « GIEC femmes, paix et sécurité ». Ce dispositif inédit vise à produire des analyses, des recommandations et des outils d'aide à la décision à destination des États et des organisations internationales.

L'Institut anime également des ateliers sur les enjeux de genre auprès des réseaux UNESCO, contribuant à la diffusion d'une culture commune et à la co-construction de solutions adaptées aux réalités locales.

Cette montée en expertise confirme le rôle de l'Institut comme acteur pivot entre recherche, action publique et société civile, capable de traduire les normes internationales en outils opérationnels.

Une paix inclusive comme horizon

Plus que jamais, l'Institut s'inscrit dans une logique de coopération et de co-construction. Les partenariats institutionnels, académiques et opérationnels ont été renforcés, permettant d'amplifier l'impact des actions menées et de toucher de nouveaux publics.

Dans un contexte de conflits, d'inégalités et de transformations globales, l'Institut réaffirme que la paix ne peut être durable sans justice, égalité et participation. L'inclusion, et en particulier l'égalité femmes-hommes, devient un axe structurant de l'ensemble des actions.

L'année 2025 rappelle que la paix est un processus exigeant, fondé sur la volonté politique et l'engagement collectif. En plaçant l'égalité, la formation et l'expertise au cœur de son action, l'Institut défend une paix construite, partagée et durable.

Une paix qui ne laisse personne de côté et qui reconnaît pleinement la place des femmes.



Fiona Schnell
Directrice générale



Nicole Ameline
Présidente



02

L'INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX

Rapport d'activités 2025



© Pierre Gallot - Région Normandie

L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix est une association Loi 1901 fondée en 2008 par la Région Normandie, l'Ordre des avocats de Caen, l'Université de Caen-Normandie, la Ville de Caen et le Mémorial de Caen.

Contribuer au développement d'une culture de paix en favorisant la connaissance des droits de l'Homme par tous les citoyens.

L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix a pour objet de promouvoir les droits de l'Homme, le droit international humanitaire, et le règlement pacifique des différends. En s'appuyant sur son expertise scientifique et sur les méthodes d'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique développées par des organisations internationales tel que le Conseil de l'Europe, l'Institut entend faire connaître, comprendre et promouvoir les droits de l'Homme.

Afin de remplir cet objectif, l'Institut poursuit la mise en oeuvre de son [orientation stratégique 2024-2027](#) autour de différents axes : la diffusion des droits de l'Homme, le renforcement des capacités par la formation à l'éducation aux droits de l'Homme et aux Objectifs de Développement durable et l'expertise à travers l'accompagnement et le soutien institutionnel dans le cadre de la réforme du secteur de la justice.

Diffuser les droits de l'Homme

L'Institut s'emploie à diffuser les droits de l'Homme et la culture de paix grâce à des activités concrètes de sensibilisation et des actions de reconnaissance et de récompense d'engagements mondiaux en faveur des droits de l'Homme.

L'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique, méthode utilisée par l'Institut, a pour objectif de :

- Susciter une prise de conscience ;
- Donner des connaissances et des compétences pour connaître les droits de l'Homme, les respecter et les défendre ;
- Faire des participants des acteurs de la diffusion des droits de l'Homme.

Sur cette base, l'Institut mène des actions en Normandie, en Europe et à l'international, en milieux scolaires et universitaires, auprès d'associations, d'organisations de la société civile, de professionnels du droit, de personnes en conflit avec la loi et de toute institution qui s'engage dans la diffusion des droits de l'Homme.

Former les professionnels aux droits de l'Homme et aux Objectifs de développement durable pour créer des multiplicateurs

Conscients de l'efficacité et de la pertinence de la formation aux droits de l'Homme et aux Objectifs de développement durable pour le rayonnement d'une culture de paix, l'Institut soutient le renforcement des capacités et organise régulièrement des activités scientifiques et des sessions de formation destinées aux professionnels, entreprises, organisations de la société civile, enseignants, éducateurs, avocats et magistrats. L'objectif de ces actions est de créer des multiplicateurs capables ensuite de réutiliser les méthodes et les outils dans leur secteur professionnel pour faciliter la diffusion d'une culture de paix dans l'ensemble de la société.

Soutenir par l'expertise les institutions au profit de l'État de droit et des droits de l'Homme

En promouvant une impartialité et un engagement neutre, l'Institut soutient les institutions partenaires de la justice, en France et dans le monde, à travers une approche basée sur la construction de la paix, la diffusion des droits de l'Homme et l'égalité de genre. Comme centre d'expertise, l'Institut considère que les actions de formation et de sensibilisation aux droits fondamentaux sont indissociables des lois pour en assurer la pleine effectivité.

Des institutions solides sont essentielles à la croissance et à la stabilité d'un pays. La modernisation d'infrastructures est nécessaire et permet de renforcer le système judiciaire et offre aux communautés un meilleur accès à la justice. C'est une priorité essentielle pour la stabilité et la sécurité juridiques qui appelle un accès à la justice consolidée pour tous notamment pour les personnes en situation de vulnérabilité, ce à quoi l'Institut entend contribuer en soutenant les institutions.

LE BUREAU ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport d'activités 2025



Nicole Ameline

Présidente de l'Institut, Membre expert du Comité consultatif du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies



Xavier Onraed

Trésorier de l'Institut, ancien bâtonnier et avocat à l'ordre du barreau de Caen



Armelle Gosselin-Gorand

Secrétaire de l'Institut, Professeur à l'Université de Caen



Lamri Adoui

Président de l'Université de Caen Normandie



François-Xavier Priollaud

Vice-président de la Région Normandie en charge de l'Europe, de l'international et du rayonnement de la Normandie



Nicolas Toucas

Bâtonnier de l'ordre des avocats de Caen



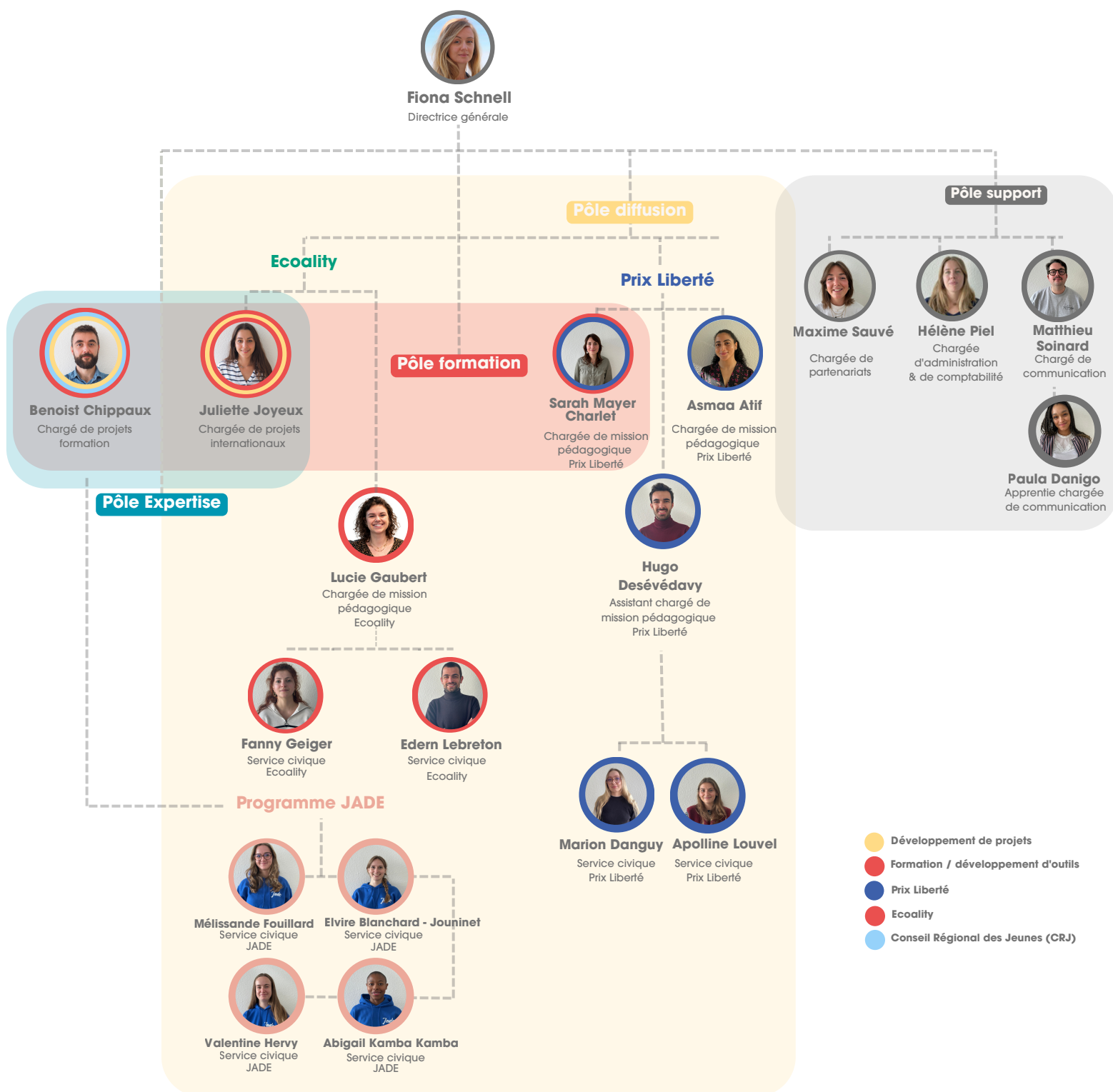
Patrick Nicolle

Maire-adjoint à la Culture et au patrimoine

Rencontres régulières du bureau et des administrateurs :

- Réunion mensuelle du bureau
- Conseils d'administration semestriels (avril, novembre)
- Assemblée générale annuelle (juin)

— L'organigramme
au 1er septembre 2025





NOTRE IMPACT EN 2025

03



8532 personnes touchées



457 actions de diffusion



7 actions d'expertises



37 jours de formation



8 missions à l'international

NOTRE IMPACT INTERNATIONAL





LES PARTENAIRES

04

Depuis 2025, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix œuvre de manière opérationnelle au développement stratégique de ses partenariats. Il est également très heureux de compter sur le soutien indéfectible de ses partenaires historiques, avec lesquels des projets continuent d'exister et de se développer. L'année 2025 marque l'arrivée de nouvelles collaborations fructueuses et prometteuses qui permettent à l'Institut de se tourner vers un avenir ouvert sur des partenariats économiques, stratégiques, d'expertise et de recherche.

RENFORCEMENT DE NOS PARTENARIATS HISTORIQUES



NOUVEAUX PARTENARIATS & COLLABORATIONS





NOS ACTIONS EN 2025

05

Concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Madagascar

Depuis 2011, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et la Coopération décentralisée des Régions Normandie et Atsinanana organisent le Concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Toamasina, en partenariat avec l'Ambassade de France à Madagascar, la Direction Régionale de l'Éducation Nationale, l'Alliance Française de Tamatave et l'association Yes-Tafita.

A travers ces concours, c'est une vraie valorisation des droits de l'Homme qui est portée par la jeunesse de Madagascar et un partenariat international signifiant pour l'Institut.



- **350 jeunes présents lors de la finale à Tamatave**
- **154 inscriptions**
- **82 plaidoiries reçus**
- **12 jeunes finalistes**
- **5 plaidoiries récompensées**



“ —

Pour l'Institut la mise en œuvre de ce projet permet de se rappeler que dans des contextes où l'accès aux droits est inégal et menacé, il est nécessaire de renforcer les compétences des citoyennes et citoyens dans la compréhension et protection de leurs droits de l'Homme. L'éducation aux droits de l'Homme devient un outil essentiel pour lutter contre les discriminations et les inégalités et réaffirmer les valeurs démocratiques dans nos sociétés.

Juliette Joyeux - Chargée de projets internationaux
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



Concours de plaidoiries d'Hérouville Saint-Clair - "Égalité entre les sexes"

Le concours de plaidoiries de la ville d'Hérouville Saint-Clair propose chaque année aux jeunes Hérouvillais (9/13 ans et 14/18 ans) de plaider sur scène pour une cause en lien avec un Objectif de Développement Durable, cette année, l'ODD 3 : « Égalité entre les sexes ».

Depuis 2022, l'Institut est sollicité pour animer un temps de sensibilisation et de préparation auprès des jeunes participants ainsi que pour faire partie du jury du concours.

Ce projet permet d'inscrire l'activité de l'Institut à l'échelle locale en partenariat avec Hérouville-Saint-Clair.

Objectifs de l'intervention :

- Favoriser une compréhension de la thématique « Égalité entre les sexes », les différents aspects à prendre en compte et les enjeux pour un monde durable ;
- Identifier l'ensemble des liens entre la thématique et les sujets de plaidoiries choisis et favoriser la maîtrise des sujets choisis ;
- Favoriser une appropriation des mécanismes d'argumentation et de la construction d'une plaidoirie.

Jeunes Ambassadeur des Droits de l'Enfant



Pour sa deuxième année complète, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix accompagne le Défenseur des droits pour la mise en oeuvre de la mission des Jeunes Ambassadeurs des Droits de l'Enfant avec le soutien du Département du Calvados. Après avoir bénéficié d'une formation à Paris par le Défenseur des droits, quatre volontaires en service civique accueillis à l'Institut se sont rendus dans les collèges du Calvados afin de rencontrer les élèves et les sensibiliser aux droits de l'Enfant.

- **300 jeunes sensibilisés**
- **14 classes accompagnées**
- **5 semaines de formation**
- **6 volontaires en service civique sur l'année civile**

Ecoality



Programme pédagogique européen de sensibilisation aux inégalités face aux changements climatiques.

Le projet mobilise 10 pays européens (Autriche, France, Portugal, Italie, Hongrie, Roumanie, Grèce, Croatie, Finlande, Pologne) et s'appuie sur des autorités locales et organisations de la société civile dans chaque pays.

En France, le projet est soutenu par la Région Normandie et mis en oeuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix.

- **757 jeunes sensibilisés (20 établissements scolaires et 4 associations inscrites)**
- **15 rencontres départementales prévues**
- **1 déplacement à Madagascar avec 10 jeunes européens engagés dans une association en juillet 2025**

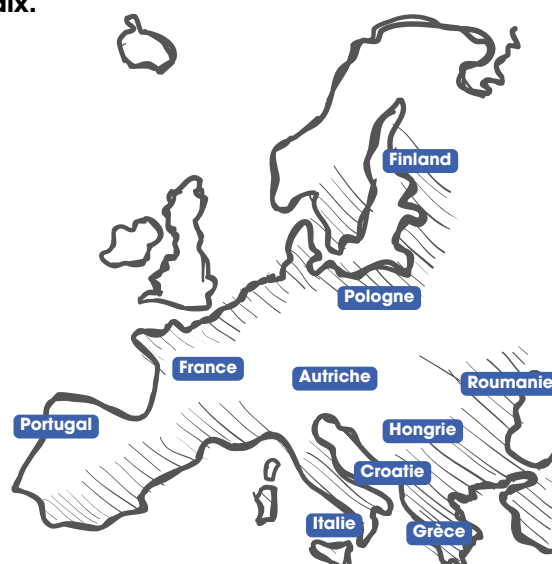


“

À travers Ecoality, nous accompagnons les jeunes dans la compréhension des liens entre changements climatiques et inégalités sociales, tout en leur donnant les moyens d'agir concrètement sur leur territoire. En favorisant la rencontre avec des experts et des autorités locales, le programme transforme leur prise de conscience en engagement citoyen. Les jeunes deviennent ainsi de véritables acteurs de solutions pour une société plus juste et durable

Lucie Gaubert - Chargée de mission pédagogique Ecoality
Institut international des droits de l'Homme et de la paix.

OBJECTIFS  DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Prix Liberté



PRIX
LIBERTÉ

Le Prix Liberté invite les jeunes de 15 à 25 ans de Normandie, des autres régions de France et à l'international, à désigner chaque année une personne ou une organisation engagée dans un combat récent et exemplaire en faveur de la liberté.

Porté par la Région Normandie, il est mis en oeuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix qui développe les outils pédagogiques et réalise l'accompagnement des classes, des enseignants et des partenaires en France et à l'étranger lors de toutes les phases du projet.

Appel à proposition "Notre Prix Liberté"

- 2 050 jeunes participants dont 1303 jeunes de l'accompagnement pédagogique de l'Institut
- 855 formulaires reçus
- 608 propositions différentes

Jury international

- 198 candidatures reçues, 24 jeunes internationaux désignés pour choisir les 3 nommés. Délibérations à Caen animées par l'Institut.

Le vote

- 4090 votants
- 12 événements vote animés par l'Institut en France et à l'international.
- 75 pays représentés lors du vote

Cérémonie de remise du Prix Liberté à Gisèle Pélicot :

- 4000 jeunes et 500 officiels réunis au Zénith de Caen.



©Pierre Gallot - Région Normandie



Le Prix Liberté est une opportunité privilégiée pour amorcer chez les jeunes une réflexion sur les notions d'engagement, de combat pour la liberté et de droits de l'Homme. L'institut international des droits de l'Homme et de la paix adapte sa méthode pédagogique d'éducation aux droits de l'Homme à toutes les phases du Prix et travaille conjointement avec les enseignants afin de donner la parole aux jeunes dans ce cadre éducatif.

Asmaa Atif - Chargée de mission pédagogique Prix Liberté
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Ce qui m'a séduit immédiatement dans cette aventure c'est que ce prix est porté par les jeunes, et par les jeunes du monde entier, moi qui fait beaucoup de conférences, je vous avoue que j'ai un peu perdu foi dans les adultes alors qu'avec la jeunesse tout est possible. Quand je vois la jeunesse se mobiliser contre certains dirigeants pour défendre la planète ou les peuples opprimés cela me donne beaucoup d'espoir. Et justement à ce sujet, la plus élémentaire des libertés, c'est la liberté de vivre.

Ouissem Belgacem - Président du jury international 2025

Sensibilisation en milieu carcéral dans le cadre du projet SPIP - Alençon-Condé-sur-Sarthe

L'Institut intervient dans le cadre de ce projet d'éducation aux médias, visant d'abord à sensibiliser les personnes placées sous-main de justice (PPSMJ) aux questions liées à l'information et son traitement dans les médias et ensuite, à apporter des clés de réflexion sur les libertés en jeu dans la diffusion d'une information, ses composantes caractéristiques, les variations de traitement selon les médias, et les mécanismes de construction de fake news, complétées par quelques éléments de cadre légal.

L'intervention de l'institut dans le milieu de la justice, et plus précisément en détention, donne un sens particulièrement fort à son activité. Au-delà de la sensibilisation aux droits de l'Homme, l'intervention s'inscrit dans une dynamique favorisant la réinsertion dans la société et l'inclusion des personnes détenues dans les débats qui l'animent.



- **12 participants**
- **8 séances et 1 restitution par groupe (soit 18 interventions au total)**

“ Ce projet était totalement inédit pour l'Institut, et a permis de renouveler l'offre pédagogique proposée en détention. Au-delà de la sensibilisation et de la rencontre avec des professionnels, le projet a pour la première fois amené des détenus à travailler aussi en autonomie en dehors des séances et à produire un livrable. C'est le premier projet en détention à être mené sur une aussi longue durée (8 ateliers et 1 restitution). C'est aussi une nouvelle forme de projet, tout contexte confondu, dont la finalité n'est ni un concours, ni une proposition de projet, ni une consultation.

Suite au succès de cette première édition, le même projet devrait être reconduit en 2026, toujours au centre pénitentiaire d'Alençon-Condé-sur-Sarthe, mais cette fois auprès des détenus du QPR, avec les mêmes partenaires. Une séance supplémentaire d'accompagnement à l'écriture devrait être prévue.

Benoist Chippaux - Chargé de projets formation
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

DIFFUSER LES DROITS DE L'HOMME

Rapport d'activités 2025

Conseil régional des jeunes



Créé par la Région Normandie, un Conseil Régional des Jeunes de Normandie (CRJ) est accompagné par l'Institut qui intervient dans le cadre d'un marché public de cadrage pédagogique.

Il s'adresse aux jeunes Normands âgés de 15 à 25 ans résidant ou étudiant en Normandie. Cette instance s'inscrit dans une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la vie démocratique et permet aux jeunes de faire des propositions concrètes pour la jeunesse.

- **40 membres de 15 à 25 ans,**
- **5 regroupements en présentiels**
- **2 projets en réflexion pour la Région Normandie**



Les jeunes du CRJ ont pu découvrir le programme Ecoality

Le CRJ répond à deux objectifs principaux :

- Développer des propositions de projet pour la jeunesse normande et correspondant aux compétences de la Région ;
- Répondre aux consultations des différentes directions de la Région pour rendre des avis sur des politiques régionales qui concernent la jeunesse.

Dans ce projet, le rôle de l'Institut est de :

- Sensibiliser les membres aux enjeux de la participation de la jeunesse dans une société démocratique et à la place des droits de l'Homme dans leur quotidien et à l'échelle régionale ;
- Former et accompagner les membres dans leurs développements de projet, des réflexions thématiques à la formulation des objectifs, des enquêtes de terrain à la présentation finale devant le Président.



Rassemblement des membres du CRJ à Hanovre

ELEM - Protection Judiciaire de la Jeunesse

Depuis 2015, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix mène un programme d'Education à la Liberté d'Expression et aux Médias (ELEM) auprès des professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) de Normandie et des jeunes qu'ils accompagnent.

Dans la continuité des actions menées les années précédentes, ce projet s'adresse ainsi à des mineurs placés sous mains de justice et vise à leur apporter des clés de réflexion et de compréhension des enjeux concernant la liberté d'expression et ses limites, mais aussi les droits des enfants, et les stéréotypes et discriminations.

- **4 ateliers de sensibilisation dans 4 structures PJJ différentes**
- **12 éducateurs formés**

Atelier : "S'engager pour la paix" - Ecole St Ursule à Caen

A la rentrée 2025, l'établissement Camp Sup Sainte Ursule, a sollicité l'Institut pour organiser un atelier sur la thématique « S'engager pour la paix » à destination d'un groupe de 20 jeunes franco-allemand, réunis à Caen dans le cadre d'un projet Erasmus +.

Objectifs :

- **Définir les contours de son engagement au regard des DH**
- **Se questionner sur les éléments constitutifs de la paix**

Outils et méthodes pédagogiques : Education aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique mobilisant des outils ludiques et participatifs, des activités interactives et de mises en situation.

Académie citoyenne de Louviers

Le 10 juillet, l'Institut est intervenu auprès des jeunes majeurs de Louviers (Eure) qui ont eu 18 ans dans l'année, constituant la promotion 2025 de l'Académie citoyenne.

Dispositif unique en France, cette Académie permet aux jeunes majeurs de s'ouvrir sur le monde, en les confrontant à des situations inhabituelles. Ainsi, ils ne sont plus des citoyens théoriques mais de véritables acteurs de la démocratie. Durant la première semaine de leur parcours, les participants ont l'occasion de rencontrer divers acteurs des mondes institutionnels, économiques, associatifs et culturels en Normandie, avant de s'envoler pour Lisbonne, au Portugal pour visiter la ville, le Parlement portugais, et rencontrer des associations et des Français expatriés.

L'Institut a pu contribuer à ce beau dispositif en offrant aux jeunes une après-midi centrée autour des notions d'engagement et sa concrétisation, la liberté d'expression et les droits de l'Homme et l'interdépendance des droits de l'Homme.

Formation aux Valeurs de la République et Laïcité

Dans un contexte social et politique marqué par les tensions et les crispations autour du fait religieux, la laïcité est souvent mal comprise. La formation Valeurs de la République et laïcité a été conçue pour permettre aux participants de contribuer à promouvoir le vivre-ensemble et partager les valeurs de la République au quotidien. Elle s'adresse aux agents publics ainsi qu'aux salariés et bénévoles associatifs en contact avec des publics.

Initié fin 2015, le pilotage du plan de formation VRL a été confié à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), avec l'appui du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ainsi qu'au ministère de l'intérieur.

Benoist Chippaux, chargé de projets formation, est officiellement habilité à animer des formations VRL de niveau 3 depuis le 20 janvier 2024.



- 2 séances de formation mises en place en 2025
- 24 professionnels ou futurs professionnels formés aux valeurs de la République et à la laïcité
- Une salariée de l'institut a pu bénéficier de la formation au niveau afin d'assurer une maîtrise du principe de la laïcité française dans le cadre de ses missions

Madagascar : Formation à l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique

Depuis 2011, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix intervient sur le territoire de la Région Atsinanana dans le cadre de la coopération entre cette région et la Région Normandie. L'Institut a ainsi développé un concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'Homme ainsi que des formations de formateurs en éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique. L'Institut soutient également YES-Tafita dans le développement de ses Clubs Droits de l'Homme.

- 18 participants
- Le focus sur les ODD et en particulier l'ODD13 a été très apprécié car il s'agit d'une thématique encore méconnue et peu développée. Les participants ont pu aborder de nombreux sujets d'actualités à travers ce thème.



NOTRE ENGAGEMENT

Convaincu de l'importance de la formation comme levier de transformation individuelle et collective, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix (IIDHP) accompagne depuis plusieurs années les acteurs publics et privés dans le développement de leurs compétences et de leurs pratiques professionnelles en faveur des droits de l'Homme.

Ancré dans les réalités de terrain et les exigences des environnements professionnels, l'Institut accompagne les organisations dans le renforcement durable de leurs pratiques, de leur gouvernance et de leur responsabilité sociale. S'appuyant sur son expertise pédagogique et juridique, ces formations ont pour ambition de favoriser la réflexion, le dialogue et la mise en œuvre concrète des valeurs universelles de dignité, d'égalité et de justice, au service d'une société plus inclusive et pacifique.

NOTRE METHODE

L'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique constitue le cœur de la démarche pédagogique de l'Institut. Elle permet aux participants de renforcer leurs capacités d'analyse, de compréhension et d'action dans leurs contextes professionnels et citoyens.

Souple et adaptable, cette méthode s'adresse à tous types de publics :

- Milieux scolaires et universitaires,
- Associations et organisations de la société civile,
- Entreprises et salariés du secteur privé,
- Professionnels du droit,
- Institutions publiques et élus,
- Et toute personne désireuse de renforcer ses compétences.

Grâce à la combinaison de méthodes participatives et de contenus juridiques solides, l'équipe de l'Institut conçoit des formations adaptées aux besoins de chaque public, en Normandie, en Europe et à l'international. Nos formations s'adressent à des professionnels confrontés à des enjeux complexes - juridiques, éthiques, managériaux, éducatifs ou institutionnels - et leur offrent des outils immédiatement mobilisables dans l'exercice de leurs fonctions.

NOS THÉMATIQUES

Les formations de l'Institut recoupent de nombreuses thématiques, ancrées dans les besoins de la société contemporaine et s'adressant à différents publics : entreprises et dirigeants, professionnels du droit, secteur public et société civile, formateurs et éducateurs, journalistes etc.

Quelques chiffres clés

- 36 jours de formation dispensés en 2024
- 120 stagiaires formés dans le cadre de la formation professionnelle en 2024
- Des programmes menés en France et à l'étranger, contribuant à la diffusion d'une culture de paix et de citoyenneté

Formation des éducateurs spécialisés dans le cadre du projet ELEM

Depuis 2015, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix mène un programme d'Education à la Liberté d'Expression et aux Médias (ELEM) auprès des professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) de Normandie et des jeunes qu'ils accompagnent. Dans la continuité des actions menées les années précédentes, ce projet s'adresse ainsi à des mineurs placés sous mains de justice et vise à leur apporter des clés de réflexion et de compréhension des enjeux concernant la liberté d'expression et ses limites, mais aussi les droits des enfants, et les stéréotypes et discriminations.

- **Former et équiper les professionnels aux approches théoriques, méthodes et outils pédagogiques permettant l'approche des droits de l'Homme et des thématiques du projet avec un objectif d'autonomisation**
- **4 ateliers de sensibilisation dans 4 structures PJJ différentes**
- **12 éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse formés**

Formation "Lutte contre les haines et discriminations" à destination de la PJJ

La Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) du territoire a demandé à trois de ses partenaires de mettre en place une formation sur la lutte contre la haine et les discriminations à l'attention des équipes d'éducateurs, en croisant les approches de L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, la LICRA et le Centre LGBTI de Normandie.

A l'issu de cette session 19 personnes ont été formées.

Les objectifs :

- **Former les équipes d'éducateurs de la PJJ à la théorie et aux concepts des mécanismes psychosociaux favorisant la haine et les discriminations ;**
- **Initier à l'éducation aux droits et de l'Homme et à la pédagogie de la sensibilisation à la lutte contre les discriminations ;**
- **Créer une dynamique de partenariat complémentaire dans la formation entre structures d'éducation populaire et citoyenne.**



“

C'est la première fois qu'un tel partenariat est mis en place entre ces trois structures.

La construction de la journée de formation est dense mais riche, mêlant 3 approches théoriques et pratiques, et permettant aux participants de repartir avec un véritable apport de connaissances et d'outils. Le résultat reste très positif, la formation a parfaitement répondu aux attentes de la Direction Territoriale et des éducateurs, particulièrement satisfaits du bon équilibre entre contenus théoriques et approches pratiques.

Benoist Chippaux - Chargé de projets formation
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

23ème Université de la paix : La paix durable à l'épreuve de l'économie



Une quinzaine d'étudiants internationaux s'est réuni à Caen du 30 juin au 4 juillet pour participer à la 23e édition de l'Université de la paix sur le thème « Paix durable à l'épreuve de l'économie ».

Organisée dans le cadre de la Chaire d'excellence « Mémoire et avenir de la Paix, droit histoire et neurosciences pour une paix durable » par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, avec le soutien de l'Université de Caen Normandie et de la Région Normandie, l'Université de la paix propose chaque année à des étudiants de se réunir pendant une semaine en Normandie afin de se former et d'échanger autour d'une thématique liée à la notion de paix.



Objectifs :

- Appréhender les thématiques de la paix et de l'économie via des approches sectorielles (construction de la paix, histoire des relations internationales, économie de guerre et de paix)
- Se former et échanger avec des praticiens et des chercheurs reconnus
- S'exercer à la pratique professionnelle de ces thématiques à travers des méthodes dynamiques et participatives



Les conditions de l'effet transformatif de la paix nous rappellent le lien entre l'organisation de la stabilité politique et l'économie, car c'est à travers les transferts que se font les échanges. Ainsi, l'économie peut être profitable dans un cadre organisé. Mais dans une perspective plus concrète, l'accélération du progrès peut devenir une menace si elle n'est pas anticipée. D'où l'importance d'une vision dynamique et prospective.

Nicole Ameline - Présidente
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



Lancement du diplôme universitaire : Droits de l'Homme et formation à la paix



Du 27 au 30 octobre, s'est tenu le lancement officiel du Diplôme Universitaire "Droits de l'Homme et formation à la paix", porté par la Chaire Normandie pour la Paix "Mémoire et avenir de la Paix, droit, histoire et neurosciences pour une paix durable". Ce nouveau programme universitaire, auquel l'Institut est pleinement associé, a pour ambition de former des professionnels et étudiants issus de divers horizons (droit, histoire, média, humanitaire, enseignement) aux enjeux contemporains de la paix, des droits de l'Homme et du vivre-ensemble.



Au coeur de ce module, les interventions de Fiona Schnell, Benoist Chippaux et Jean-Bernard Cazalets, Rédacteur en chef délégué chez Ouest France, ont apporté des éclairages complémentaires sur les enjeux contemporains des métiers de la paix.

Leurs échanges ont permis d'aborder la paix non seulement comme valeur universelle, mais aussi comme enjeu professionnel pour les médias, les humanitaires et l'éducation : que signifie travailler pour la paix aujourd'hui ? Comment concilier engagement, neutralité, éthique et responsabilité ?



National Training Course



Ce projet entre pleinement dans les travaux de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et s'inscrit dans l'un de ses axes de travail stratégiques : la formation des acteurs de jeunesse à l'éducation droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique. A travers ce projet, l'Institut a pour ambition de fédérer un réseau d'acteurs de jeunesse et de jeunes leaders autour de l'EDH/ECD tout en renforçant le réseau institutionnel français des organisations œuvrant à la diffusion de l'EDH/ECD.

Ce projet est la continuité de la formation donnée à Paris l'année dernière. L'idée de ce projet a été de donner une formation NTC à l'ensemble de la Francophonie.

Objectifs :

- **Découverte des droits de l'Homme et de leur mécanisme de protection**
- **Comprendre la Charte européen d'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique**
- **Education aux droits de l'Homme et inclusivité**

Cette formation a été nécessaire pour recréer le lien de confiance entre le Conseil de l'Europe et l'Institut. Elle s'est tenue à Strasbourg du 20 au 24 octobre 2025 et a réunis 28 participants.

Elle a renforcé les capacités et les compétences des professionnels préalablement identifiés, leur offrant des outils et méthodes innovants pour promouvoir les droits humains.



“

Cette formation permet de créer pour les bénéficiaires des espaces d'échange, de respiration, de confrontation, de partages et de questionnements. Ces espaces sont nécessaires à la fois pour les participants et pour les formateurs, ils nous permettent d'innover ou de repenser nos pratiques afin qu'elles s'adaptent aux besoins de nos publics dans un mode contemporain de plus en plus menaçant pour les droits de l'Homme et la démocratie. »

Juliette Joyeux - Chargée de projets internationaux
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Dessin de presse et libertés fondamentales : Webinaire "Droits de l'Homme et liberté d'expression" en partenariat avec Cartooning For Peace

Le webinaire s'inscrit dans la promotion et animation du site « Dessins de presse et libertés fondamentales », et dans le partenariat avec Cartooning for Peace (CFP). Le site propose un ensemble de ressources pédagogiques autour des droits de l'Homme et du dessin de presse à destination des enseignants, construites par Cartooning For Peace et l'Institut.

Objectifs de la formation :

- Initier à la notion de droits de l'Homme et aux grands textes qui ont marqué le droit international depuis la DUDH ;
- Questionner la liberté d'expression en tant que liberté fondamentale à protéger mais à encadrer ;
- Présenter le dessin de presse comme un outil essentiel d'expression démocratique et outiller les enseignants dans son analyse ;
- Promouvoir le dispositif « Dessin de presse et libertés fondamentales » et encourager les participants à approfondir leurs connaissances par une journée de formation complète.

50 participants ont pu être formés à ces thématiques

“

Ces webinaires permettent d'attirer un grand nombre d'enseignants de toutes les académies de France et ainsi de promouvoir l'activité de l'Institut auprès de l'Education Nationale en Normandie et au-delà.

Ils sont la porte d'entrée principale vers la plateforme « Dessins de presse et libertés fondamentales ».

Benoist Chippaux - Chargé de projets formation
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



**DESSINS DE PRESSE &
LIBERTÉS FONDAMENTALES**
RESSOURCES PÉDAGOGIQUES & DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT CRITIQUE.



Formation Civique et Citoyenne



En 2025, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix a intégré le catalogue des formations civiques et citoyennes du Service Civique, nous permettant de proposer des temps de formation dédiés aux volontaires engagés dans des missions de service civique. Nous avons développé cette action en organisant une première formation, visant à offrir aux jeunes un espace d'échanges, de réflexion et de sensibilisation autour des valeurs citoyennes, de l'engagement et des enjeux de société.

L'objectif est de contribuer à l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'engagement, en favorisant la compréhension des valeurs d'engagement, le débat et l'esprit critique. C'est un projet particulièrement porteur pour l'Institut, car il renforce notre rôle dans l'éducation à la citoyenneté, développe notre réseau de partenaires et participe activement à la valorisation de l'engagement des jeunes. La première formation réalisée en décembre portait sur le thème : lutte contre les discriminations, les discours de haine et la LGBTQIA+phobie



- **13 jeunes formés à ces enjeux**
- **Retours positifs des participants sur la thématique de la formation, la méthode pédagogique, le rythme de la formation.**

Création d'un GIEC « Femmes, paix et sécurité »

En marge des célébrations du 8 mars, l'Institut a officialisé le lancement d'une initiative innovante, multilatérale et importante dans la promotion des femmes en tant que forces de paix, dans la prévention des crises et des conflits et les négociations de paix et de reconstruction.



Alors que les femmes sont, dans le monde, les premières victimes des conflits alors qu'elles sont les premières forces de paix, Nicole Ameline, présidente de l'Institut, lance un appel à la création d'un outil mesurant l'impact des politiques d'égalité et de participation des femmes dans les processus de paix. Cet instrument de mesure sera universel et renforcé par le recours à l'intelligence artificielle afin d'assurer un suivi et une évaluation efficace et fiable, fondée sur une analyse scientifique des données.

Ces cinq dernières années :

- 16% de femmes dans les négociations de paix
- 33 % des accords de paix comportaient des dispositions relatives aux femmes, aux filles ou au genre.
- 29 % des postes de direction et de conseil d'administration dans les banques centrales, les fonds de pension publics, les fonds souverains et les banques commerciales étaient occupés par des femmes, et à peine 14 % des postes de direction.
- 26% de femmes dans les métiers de la data science et de l'IA

Pour répondre à ce constat, Nicole Ameline, Experte internationale sur les Droits des Femmes, Présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, Ancienne Ministre, ancien membre et Présidente du Comité ONU/CEDAW, lance un appel à la création d'un GIEC "Femme, paix et sécurité".

“

Cet instrument de mesure sera universel et renforcé par le recours à l'intelligence artificielle afin d'assurer un suivi et une évaluation efficace et fiable, fondée sur une analyse scientifique des données.

Nicole Ameline - Présidente
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Soutenue par Hervé Morin, président de la Région Normandie, par l'Association Française pour les Nations Unies et l'UNESCO, cette initiative prendra racine en Normandie, région historiquement liée aux questions de paix et de sécurité et sera portée par l'Institut. Ce lancement doit résonner à l'échelle mondiale pour que 2025 marque un tournant majeur dans l'effectivité des mesures en faveur de la juste place des femmes dans les instances de décision.

Rencontre diplomatique du programme « Régions ouvert aux personnalités de premier plan »



Ce programme pilote, lancé par l'Académie diplomatique et consulaire, est mis en œuvre en Normandie sous la forme du projet « Terre de Liberté, mémoire et avenir », porté par l'Initiative régionale Normandie pour la Paix. Dans ce cadre, des experts venus du Brésil, du Canada, d'Allemagne et d'Afrique du Sud se sont réunis à l'Université de Caen pour découvrir et valoriser les initiatives régionales.



Cette rencontre diplomatique, organisée au cœur d'un territoire marqué par l'histoire du Débarquement et des combats pour la liberté, a constitué un moment fort de coopération internationale.

La rencontre a permis de valoriser des initiatives concrètes de l'Institut, notamment le programme Ecoality et de rappeler les missions fondatrices de l'Institut : faire connaître et garantir les droits de l'Homme, nourrir une réflexion académique et citoyenne sur les défis de notre société pour la paix, mais aussi diffuser ces enjeux au plus grand nombre.

Consultation sur les droits de l'Enfant



Depuis 2019, le Défenseur des droits consulte tous les ans les enfants et les adolescents. Afin de contribuer à un changement durable des postures, des pratiques et des représentations qui font qu'aujourd'hui la parole des enfants reste considérée par trop d'institutions, d'acteurs et de professionnels comme accessoire ou négligeable, le Défenseur des droits recueille l'opinion des enfants dans le cadre de l'élaboration de son rapport annuel relatif aux droits de l'enfant.

Les 11 jeunes réunis sur ce temps ont bénéficié d'un approfondissement de la thématique : du droit à une justice adaptée à son âge grâce à une intervention de Maître Bourdard, avocat pénaliste au barreau de Caen. Et la rencontre de Pierre-Yves Capinatre éducateur de jeunesse à la Protection judiciaire de la jeunesse. Les jeunes ont ensuite rédigé 9 recommandations sur le thème du droit des enfants à un environnement sain.

Le 19 novembre 2025 les jeunes ont eu l'opportunité de se déplacer à Paris pour assister à la restitution du rapport du Défenseur des droits.



Donner la parole aux enfants sur leur rapport à la justice, c'est leur permettre de devenir acteurs de leurs droits. Le droit d'une justice adaptée à son âge, ne peut être pensé sans eux. Cette journée, a été un levier pour mieux comprendre leurs besoins et l'occasion d'écouter leurs expériences, leurs idées et surtout leurs recommandations. A travers ces échanges, ils ont découvert et exprimé leurs droits et nous ont rappelé les nôtres, les écouter, les comprendre et agir avec eux

**Lucie Gaubert - Chargée de mission pédagogique Ecoality
Institut international des droits de L'Homme et de la paix.**



Colloque franco-polonais : construire la résilience démocratique

Dans le sillage du Traité de Nancy conclu en mai 2025 et face à une instabilité mondiale croissante et à un contexte sécuritaire européen en mutation, la France et la Pologne renforce leur coopération en plaçant le voisinage oriental de l'UE au cœur d'une stratégie franco-polonaise commune en matière de politique, développement, défense et sécurité. Sur la base de valeurs communes dans le sillage des droits de l'Homme, cette coopération encourage ainsi une conciliation entre les communautés scientifiques, les institutions publiques et les organisations de la société civile des deux pays.

C'est dans cette dynamique que le Collège d'Europe orientale Jan Nowak-Jeziorański (KEW) et l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix unissent leurs actions pour renforcer le dialogue franco-polonais. L'objectif est clair : mieux comprendre les menaces qui pèsent sur nos démocraties et construire des réponses communes afin de renforcer la résilience démocratique, fondées sur l'expertise et l'échange :

- Identifier les facteurs de résilience et de vulnérabilité au sein de nos sociétés
- Mieux appréhender les défis contemporains pesant sur la démocratie et la sécurité en Europe
- Explorer de nouveaux mécanismes de coopération entre citoyens, experts et institutions

La rencontre a réuni 20 experts, chercheurs, universitaires et acteurs de la société civile, au service d'une Europe plus résiliente et plus sûre. venus de France et de Pologne à Caen pendant deux jours permettant de favoriser des échanges dynamiques, francs et confidentiels, conformément aux règles de Chatham House.

“ —

Le constat : les menaces qui pèsent sur nos démocraties sont les mêmes. Pourtant, nos réponses ne se ressemblent pas. Face à cette hybridité qui dépasse nos frontières, l'urgence d'agir nous mobilise chacun à notre manière, et c'est dans cette diversité d'action que réside notre force collective. Le dialogue a mis la désinformation au cœur des menaces, cette dernière exige des réponses qui dépassent les ministères et les sommets diplomatiques. Ce que ces discussions de haut niveau ont rappelé, c'est le rôle central de la société civile et des médias au cœur de cette mobilisation : elle transforme la vigilance en action et l'analyse en impacts tangibles.

Fiona Schnell - Directrice générale

Institut international des droits de l'Homme et de la paix.



Interaction avec les étudiants du Master 2 Affaires internationales au local de l'Université de Rennes



Pour la deuxième année consécutive, l'Institut a participé aux séminaires d'actualité du master 2 mention science politique parcours affaires internationales au local de l'Université de Rennes.

Après une présentation interactive des thématiques et des activités de l'Institut, en particulier l'articulation locale-internationale de nos actions concrètes, une discussion sur le quotidien du travail au sein d'une institution comme la nôtre dans l'optique de découverte professionnelle a permis de débattre des interactions locales-internationales avec un focus sur les projets de l'année (Prix Liberté, EcoAlity).

Colloque "Histoire(s) de la Paix" Musée Guerre et Paix, Département des Ardennes

Le colloque "Histoire(s) de la paix", a été organisé au Musée Guerre et Paix avec le soutien du Département des Ardennes, à l'occasion du centenaire des accords de Locarno, ratifiés le 1er décembre 1925. Cet événement exceptionnel a réuni une vingtaine d'intervenants venus de France, de Belgique et de Suisse, autour de cinq tables rondes, à destination des professionnels comme du grand public, pour interroger les différentes façons de définir, collectionner, transmettre et enseigner la paix.

A cet occasion, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix a été invité à participer à ce programme visant à ouvrir une réflexion partagée sur l'histoire du pacifisme, interroger le rôle des institutions, dont les musées publics, dans la transmission de cette mémoire, et relier les héritages diplomatiques de l'éducation à la paix.

Grâce à une contribution sur la définition de la paix, Fiona Schnell, Directrice générale de l'Institut, a rappelé l'importance d'un sujet qui mérite plus que jamais d'être porté dans l'espace public, au croisement de l'Histoire, du travail mémoriel, du droit international, des sciences sociales et des pratiques éducatives et citoyennes.



Création de la Chaire Normandie pour la Paix "Mémoire et avenir de la paix"



Un nouveau projet innovant porté par l'Institut, l'Université de Caen Normandie et la Région Normandie, qui met en lumière l'importance de réfléchir aux conditions qui permettent de préserver et de renforcer la paix.

- Approche interdisciplinaire : Combinaison du Droit, de l'Histoire et des Neurosciences pour étudier la construction d'une paix durable.
- Collaboration internationale : Partenariats avec des institutions en Arménie, Liban, Madagascar, Mauritanie et Sénégal, favorisant un dialogue global.
- Soutien prestigieux : Parrainage de Jane Goodall, éthologue et défenseuse des droits de l'Homme.
- Formation dédiée : Lancement d'un Diplôme Universitaire (DU) en « Droits de l'homme et formation à la Paix » en septembre 2025, destiné à former les futurs acteurs de la paix.
- Engagement régional : Contribution à la dynamique de mémoire et de paix portée par la Région Normandie, soutenant des initiatives comme le projet GIEC « femme, paix et sécurité ».



Pour en savoir plus : icrej.unicaen.fr

La Chaire Normandie pour la Paix est financée par la Région Normandie.



Les procès simulés de l'Institut

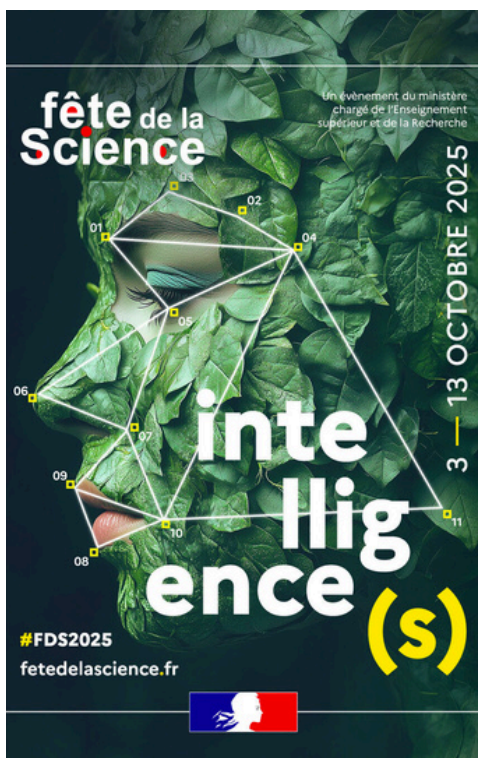
Les dispositifs de procès simulés proposés par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix sont des interventions à destination du grand public, dynamiques et interactives, visant à vulgariser une expertise des droits, des Objectifs de développement durable et de l'innovation sous le prisme de la procédure judiciaire. S'appuyant sur une base scénarisée en plusieurs actes et incarnant les différentes parties en jeu,

le procès simulé permet une démonstration très accessible des rôles des institutions juridiques et des mécanismes d'un procès, tout en mettant en lumière les enjeux démocratiques, scientifiques, politiques ou diplomatiques du cas étudié par l'éclairage d'experts et la mise à contribution du public.

Une séquence jeunesse et grand public, basée sur une méthode argumentée et scientifique rappelant la place de la nuance et de la justice dans la société.

Ces procès simulés plongent le public dans les coulisses d'un procès dystopique ancré dans l'actualité, à la frontière entre situation politique et droits fondamentaux interrogeant nos lectures morales comme juridiques de thématiques sensibles et au coeur de l'actualité.

Au cours de l'année 2025, l'Institut a eu l'occasion de présenter plusieurs sujets : "Les valeurs européennes à l'épreuve des crises" à l'occasion de la Fête de l'Europe et "Lex machina : le procès de l'intelligence artificielle" à l'occasion de la Fête de la science.



“Réseaux sociaux, un espace de liberté sous contrôle ?” La Nuit du droit 2025

L'Institut a eu le plaisir de modérer deux tables rondes autour des réseaux sociaux, dans le cadre de la Nuit du droit à l'Amphi Pierre Daure de l'Université de Caen.

Ces débats ont permis d'éclairer le cadre juridique complexe régulant les réseaux sociaux au regard de l'actualité récente notamment. L'occasion d'expliciter le rôle de différents acteurs tels que l'Arcom, la Cnil et la DGCCRF, le tout au regard du cadre juridique européen. Un cadre dense qui doit composer avec des problématiques parfois contradictoires, entre liberté d'expression, protection des usagers et caractère polymorphe des acteurs de ces réseaux.

L'évènement a été l'occasion de pointer les dommages psychosociaux pouvant être engendrés par ces réseaux (addiction, impact des fake news, enfermement social...). Tout en essayant de mettre en lumière les bonnes pratiques, nos trois intervenants ont également souligné l'enjeu et la difficulté de forcer les géants du numérique à se plier aux cadre légal et à agir de manière plus éthique sur ces questions.

Plusieurs extraits du film documentaire « Nous jeunes d'Iran » ont également été projetés. Un document éclairant qui permet de montrer l'usage vertueux des réseaux sociaux au cœur d'un régime où l'information est verrouillée et où un simple post Instagram peut devenir mortel. Un volet qui contrebalance partiellement les dérives explorées précédemment.



COMMUNICATION

06

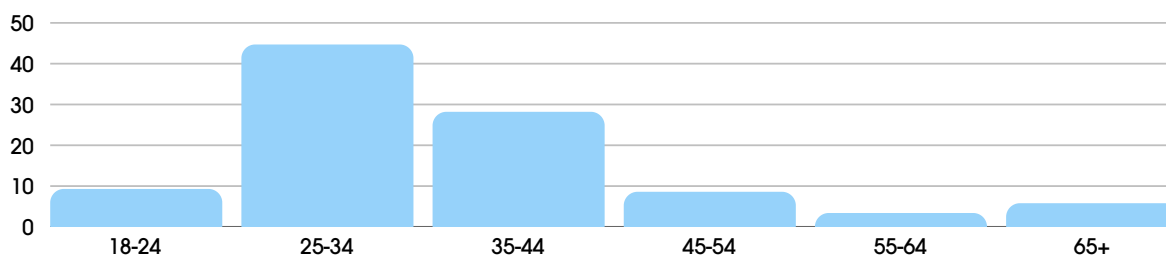
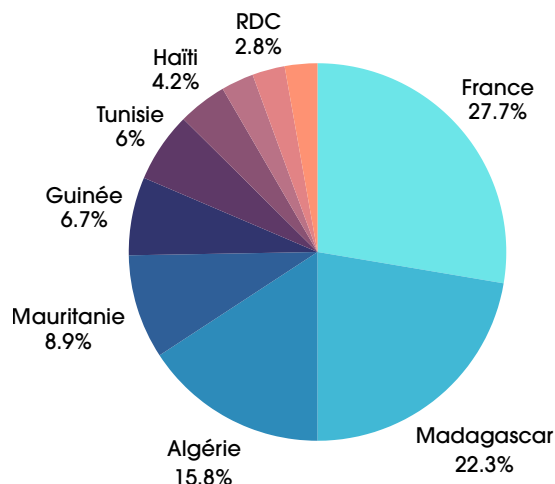


Facebook

10 367 abonnés à la page Facebook (+64)

Facebook demeure un outil essentiel pour l'Institut, notamment en ce qui concerne les événements en Mauritanie et à Madagascar, où la communauté est particulièrement active. En revanche, pour les actions menées en France, l'engagement y est nettement plus faible, notre cible étant davantage présente sur Instagram.

Quasi-uniquement dédiée à cette audience, la progression de cette page est naturellement en légère stagnation.

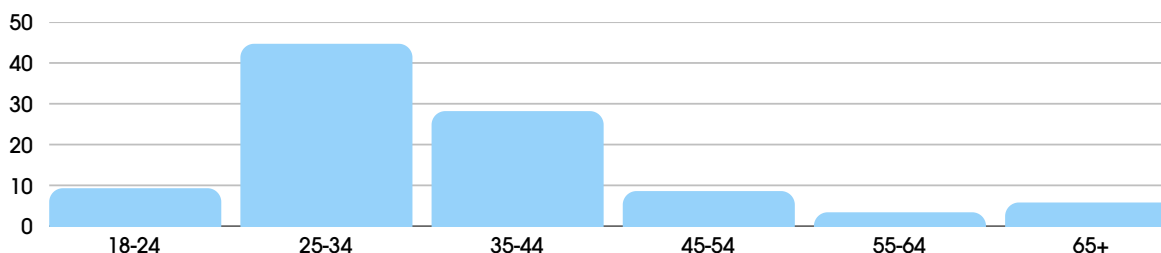


Instagram

1 798 abonnés à notre compte Instagram (+155)

L'Institut poursuit le développement de sa communauté sur Instagram - avec un niveau d'accroissement similaire à 2024 - en mettant en avant ses activités sur cette plateforme, qui favorise la spontanéité et permet d'humaniser ses actions. Instagram offre de nombreuses possibilités créatives, et l'audience y est majoritairement française.

Pour continuer à faire croître et solidifier notre audience sur ce canal, nous devons avoir plus systématiquement recours à la vidéo et trouver des formats plus concis, en adéquation avec les usages de la plateforme.



LinkedIn

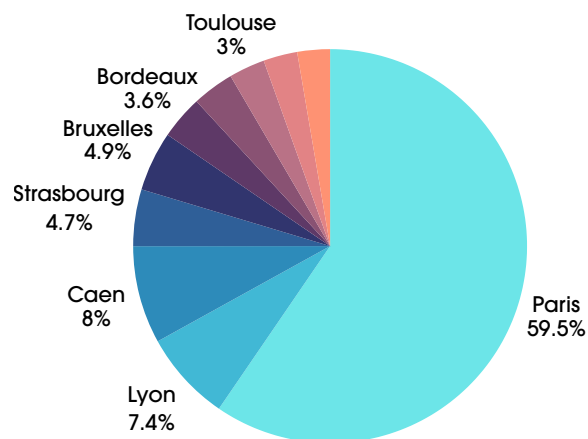
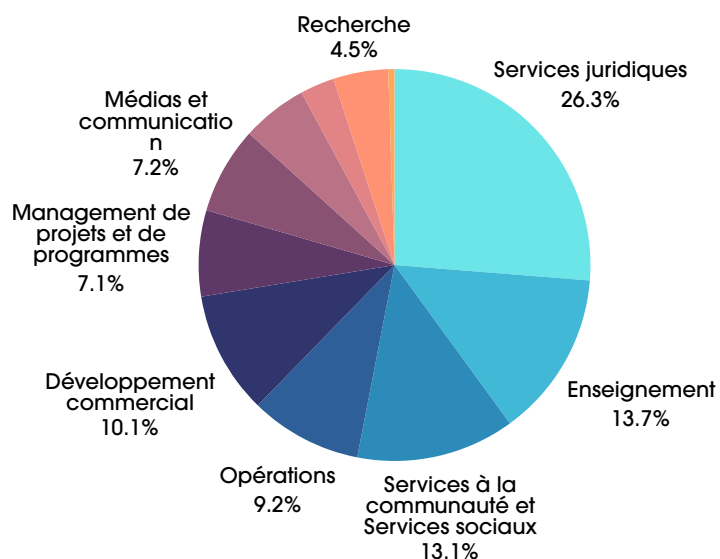
13 555 abonnés à la page LinkedIn (+1220)

LinkedIn est un réseau social à vocation institutionnelle qui permet à l'Institut de valoriser ses partenaires et de renforcer sa visibilité auprès d'un réseau de professionnels. Notre audience est principalement française, issue des secteurs juridiques et éducatifs. Aujourd'hui, LinkedIn est notre réseau social cumulant le plus de suivis et d'interaction.

Notre audience y est en forte croissance constante même si les modifications de l'algorithme rendent difficiles l'engagement constant sur nos posts et pousse à une vigilance constante sur la forme de nos publications.

En 2024, nos publications ont généré :

- Plus de 150 000 impressions
- Plus de 2050 réactions
- Un taux d'engagement de 16.4%

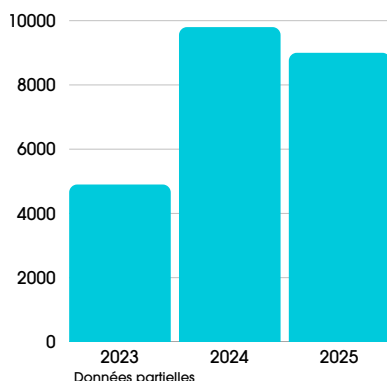


Site internet

Le site internet de l'Institut est un outil essentiel de notre communication. Depuis sa refonte en 2021, il permet la publication régulière d'articles mettant en avant nos actions. Toutefois, cette refonte avait été réalisée en accord avec l'ancienne orientation stratégique de l'Institut, ce qui limite aujourd'hui son adaptation aux évolutions de nos projets et de notre communication.

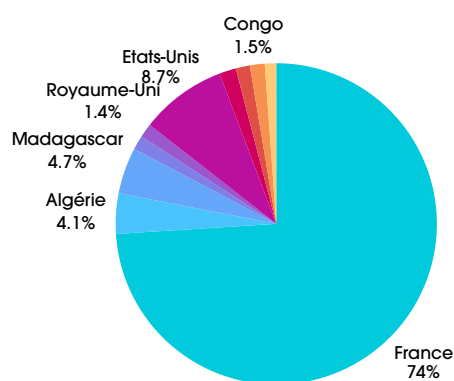
Chiffres clés :

- 9000 visiteurs uniques
- 45 articles rédigés dans l'année



Pays des utilisateurs :

- France, Algérie, Madagascar, Mauritanie, Allemagne, USA, Canada, Congo, Côte d'Ivoire, Belgique...



Newsletters

L'Institut propose plusieurs newsletters tout au long de l'année, cherchant à remplir divers objectifs : promotion, information, fidélisation... Parmi celles-ci, on peut retrouver des newsletters dites pédagogiques, récapitulant les actions proposées par l'Institut en direction de la communauté éducative, mais aussi des focus ponctuels sur des actions (étapes clés d'un projet, nouveauté de l'Institut, soutien à un partenaire etc.).

En 2025, nos campagnes de mailing ont généré de bons chiffres :

- **Plus de 15658 9000 mails envoyés (+73.98 %)**
- **Un taux d'ouverture de 17.66%**
- **Un taux de clics de 9.84%**
- **Un taux de désabonnements à 0.6%**

Des chiffres encourageants qui doivent nous pousser à faire croître notre base de donnée et à continuer de bien cibler nos envois.



07

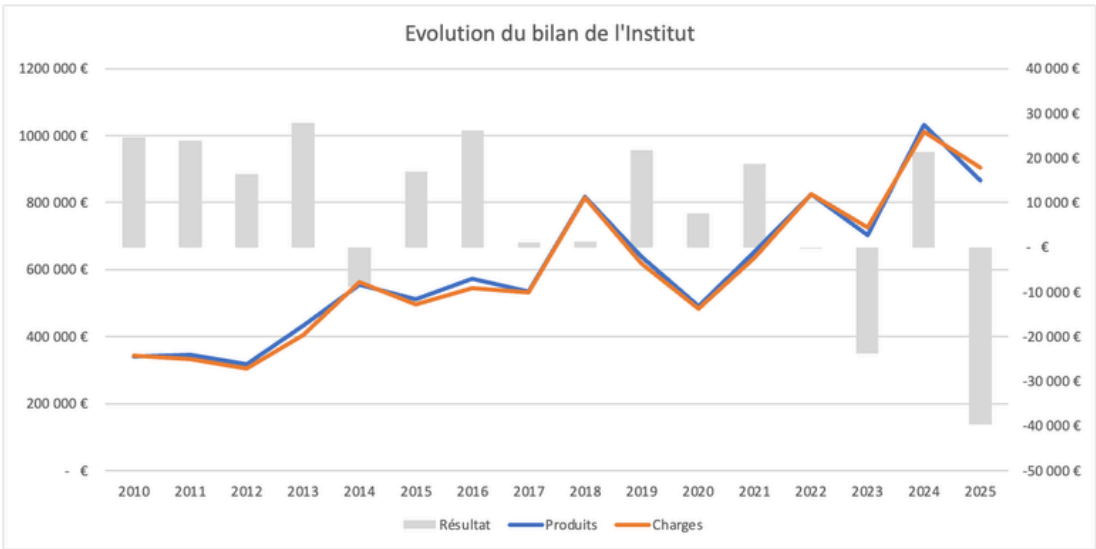
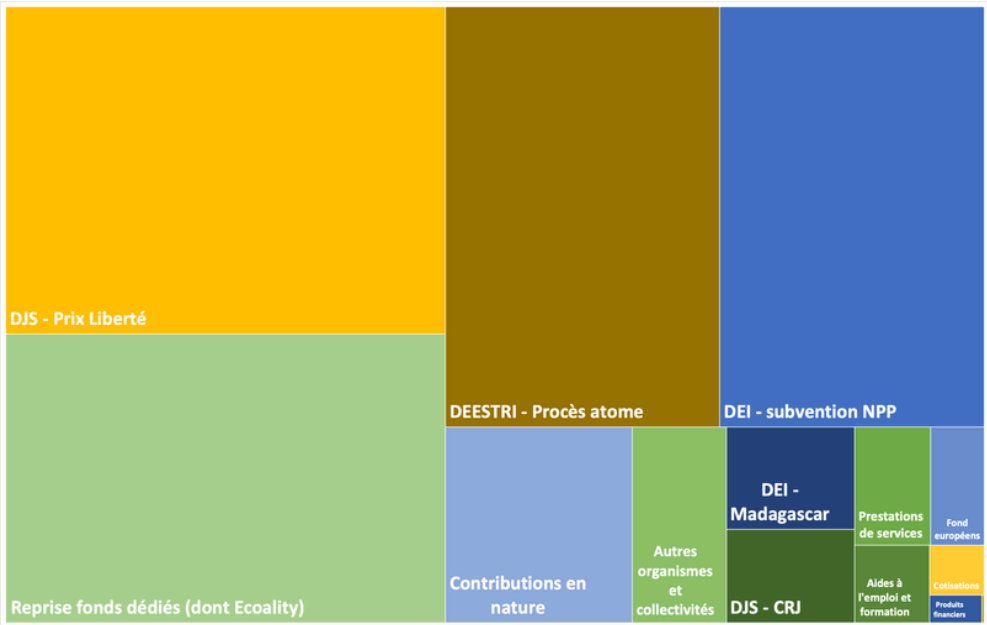
BUDGET

Le bilan financier du 1er janvier au 31 décembre 2025 témoigne d'une dynamique de consolidation et d'investissement stratégique, avec des produits s'élevant à 865 434 € pour des charges de 905 042 €.

Malgré un contexte marqué par des ajustements comptables, l'organisation a su maintenir ses équilibres tout en orientant ses ressources vers des priorités structurantes.

Les efforts portent notamment sur le renforcement des partenariats, désormais intégrés dans une logique plus institutionnelle, ainsi que sur l'investissement dans la formation, illustré par le développement de la plateforme de micro-learning et la certification Qualiopi.

Ces choix traduisent la mise en œuvre concrète de la stratégie de montée en compétences et de structuration des actions à long terme, tout en consolidant les coopérations internationales et la qualité des interventions.



PERSPECTIVES 2026

08

L'engagement en faveur du droit des femmes et de l'égalité

- Axe Sud-Sud-Nord de coopération favorisant le développement de la féminisation des métiers du droit
- Engagement et plaidoyer en faveur de la création d'un GIEC mondial "Femme, Paix et Sécurité" à travers sa structuration et la diffusion
- Réaffirmation de l'importance de la féminisation de l'entrepreneuriat dans le cadre du cadre triennal en partenariat avec la Région Normandie et la Région Atsinanana

Labellisation UNESCO de la Chaire "Mémoire et avenir de la paix"

- Résultat d'un travail collectif de longue haleine porté par plusieurs acteurs stratégiques du territoire avec le rôle déterminant joué par l'Institut dans l'émergence de cette initiative
- L'ambition pourrait être de faire émerger un laboratoire d'idées et un espace d'expérimentation intellectuelle associant chercheurs, praticiens et décideurs.
- La Chaire doit renforcer la participation normande aux débats internationaux relatifs à la paix, à la sécurité et à la gouvernance mondiale.

Participation à la refonte de la Charte de l'éducation du Conseil de l'Europe

- Leadership français parmi les acteurs de la mise en œuvre de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme (EDC/HRE).
- Participation de l'Institut au Forum « Unleashing Human Rights : un forum pour promouvoir l'éducation aux droits de l'homme universels pour, avec et par les jeunes » dans le but d'examiner de manière critique l'état d'avancement, les acquis et les défis de l'éducation aux droits de l'homme pour, avec et par les jeunes.
- Participation de l'Institut au processus de révision de la Charte EDC/HRE à partir de juin 2026.

Projets européens d'expertise

- Développement de projets innovants déposés auprès de la Commission européenne en matière de justice, démocratie et Etat de droit (lutte contre la radicalisation en ligne, lutte contre la désinformation climatique)
- Renforcement des partenariats européens à travers la création de consortium et de partenariats privilégiés d'expertise et de réflexion sur le changement des politiques publiques.

Comprendre, anticiper et agir dans un monde économique instable

Le commerce international se transforme. Les entreprises sont-elles prêtes à en être actrices ?

Tensions géopolitiques, nouvelles réglementations, recomposition des équilibres mondiaux — les règles du jeu changent à une vitesse inédite. Pour les dirigeants et acteurs économiques normands, l'enjeu n'est plus seulement de s'adapter, mais de comprendre et d'agir.

L'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix, en partenariat avec la Région Normandie, Magna Up et le Forum Mondial Normandie pour la Paix, réunit un cercle restreint de dirigeants et acteurs économiques pour une séquence de réflexion inédite.

Pour qui ?

Chefs d'entreprise, dirigeants, responsables achats et import/export — toute personne dont l'activité est traversée par les tensions internationales actuelles.

Quels sujets ?

- Comprendre les réglementations internationales qui structurent votre environnement business
- Transformer les enjeux géopolitiques en leviers de compétitivité
- Se positionner comme acteur de la coopération internationale et de la démocratie économique



Crédit : Pierre Galliot / Région Normandie

L'Institut propose un procès ancré dans l'actualité, à la frontière entre technologie et droits fondamentaux, interrogeant nos engagements moraux et techniques.

Ces événements ludiques et pédagogiques s'appuient sur une affaire fictive susceptible d'être portée devant le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative française. Se concentrant sur des questions posées par le nucléaire civil, ses emplois et ses impacts sur la société et l'environnement, les scénarios proposés éveillent l'esprit critique.

Ce format innovant contribue à développer une culture scientifique et démocratique accessible à tous. Il offre une réflexion collective sur les décisions qui façonnent notre avenir énergétique.

Le concept

Le projet « Procès simulé : l'atome en débat » propose une immersion originale au cœur des débats contemporains autour du nucléaire, en croisant les regards du droit, des sciences et de la société. À travers la mise en scène d'un procès fictif, ce dispositif invite les citoyens à questionner les usages, les risques et les promesses de l'atome dans un monde en transition énergétique.

Deux formats

- Des séances grand public ciblant les professionnels et les familles
- Des séances scolaires avec une réelle composante pédagogique, déployées dans les établissements scolaires normands

En conciliant approche pédagogique et réflexion collective, il vise à développer une compréhension éclairée des enjeux scientifiques, juridiques et éthiques du nucléaire, tout en cultivant l'esprit critique et la culture du débat démocratique.

Dans un contexte mondial marqué par les crises énergétiques, les tensions géopolitiques et les défis environnementaux, la question du recours à l'énergie nucléaire demeure au cœur des débats de société, suscitant autant d'espoirs que d'interrogations. Entre innovation technologique, transition énergétique, enjeux de sécurité et préoccupations éthiques, la science du nucléaire cristallise des positions contrastées qui appellent une compréhension éclairée et nuancée.

Aborder l'atome, c'est bien plus que parler de nucléaire : c'est explorer la relation entre la science, la société et notre avenir commun. A travers cette approche se situant au carrefour de plusieurs disciplines, il invite à comprendre le monde de l'énergie dans toute sa complexité, à développer l'esprit critique et à ouvrir le dialogue entre savoirs scientifiques, responsabilités citoyennes et choix collectifs. Ces axes structurent une démarche à la fois pédagogique et participative, où la curiosité, la réflexion et la discussion deviennent des leviers pour penser autrement les défis énergétiques du XXI^e siècle.



Contribuer au développement d'une culture de paix en favorisant la connaissance des droits de l'Homme par tous les citoyens.



Retrouvez l'ensemble des actions de l'Institut international des droits de l'Homme et de paix sur le site Internet : www.2idhp.eu



Citis, Le Pentacle
5 avenue de Tsukuba
14 200 Hérouville Saint-Clair
+33 2 31 79 23 89

@2idhp / @institutdroitsdelhomme



 **institut international
des droits de l'Homme
et de la paix**